Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/Nouvelle-tempete-sociale

« Nouvelle tempête sociale !! »

- Vie politique - Luttes et résistances -



Date de mise en ligne : jeudi 17 mai 2007

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Site seynois de soutien
à la campagne de MG BUFFET
http://www.gazette.lesud83.fr/
PCF

A la Seyne sur mer, vendredi 18 mai 2007

Tribune libre :

« Nouvelle tempête sociale !! »

°A l'heure où le nouveau gouvernement se constitue, Bruxelles vient d'annoncer la banalisation des livrets A et B et de supprimer ainsi les entraves qui créent une interdiction à l'entrée et au développement de concurrents français ou étrangers sur le marché de l'épargne bancaire liquide.

° L'enjeu est simple ; il s'agit de mettre la main sur la manne du livret A en particulier, détenu par 46 millions de Français et dont l'encours avoisine les115 milliards d'euros selon les chiffres de la caisse des dépôts et de consignations (CDC) qui centralise les dépôts.

° Les conséquences vont être très lourdes sur l'avenir du logement social avec la mise à mal du système des prêts à long terme dont bénéficient les organismes HLM.

° Les banques ne sont pas philanthropes et leurs intérêts sont de capter les gros livrets pour les diriger vers d'autres produits que le logement social, beaucoup plus rémunérateurs de profits pour elles.

° Il va sans dire que la baisse des ressources va affecter à terme le volume des prêts pouvant être consentis par la caisse de dépôts et consignations aux organismes et bailleurs publics.

° Ces derniers vont être obligés de se tourner vers le secteur privé pour se financer tout en payant de plus en plus cher leur accès au crédit.

° Pour bien comprendre, il faut savoir qu'actuellement rémunérés à 2,75 % le livret bleu mutualiste et le livret A sont deux produits d'épargne défiscalisés destinés à financer la construction de logements sociaux.

° Concrètement la CDC transforme ces dépôts en prêts à long terme, soixante ans pour les plus longs, qui sont par la suite proposés aux besoins des organismes HLM. Dans ce nouveau contexte et pour Dominique DUOS, directrice des relations institutionnelles et du partenariat à l'union sociale de l'Habitat :
« Nous aurions beaucoup de mal à assurer la production des 120 000 logements sociaux prévus en 2008 par le plan de cohésion sociale. » fin de citation

°De quoi méditer ! Alors que la production massive de logements sociaux accessibles à tous, mieux répartis sur l'ensemble du territoire communal, est la condition indispensable à la résorption de la crise du logement à la Seyne sur mer.

Copyright © Le Vénissian

° Ce transfert de fond de l'épargne publique vers les banques privées (conséquences de ces nouvelles orientations libérales) va poser un problème fondamental dans notre ville en terme de cohérence de l'action publique, d'orientations des ressources publiques et de réponses aux besoins de logements au sein de l'office public.

° Devant ce nouveau coup dur, nul ne peut prévoir ou imaginer ce qui va advenir du parc social seynois, premier parc pour la région PACA.

° Les destructions des tours seynoises (14 bâtiments pour un total de destructions de 912 logements sociaux) qui sont programmées dans la convention de l'A N R U signée par monsieur le maire, de l'office HLM Public seynois, de TPM et autres organismes privés font apparaître de nombreuses réactions.

° Il n'est pas inutile de rappeler les positions prises par la section de la Seyne sur mer et St Mandrier du PCF pour un « Innover plutôt que détruire ! »

° N'en déplaise à monsieur le maire ainsi qu'à son adjoint délégué à la ville, nul n'est besoin de détruire tours et barres pour faire évoluer une société dans le domaine de l'Habitat.

° Nombreuses sont les villes en France qui choisissent la réhabilitation des tours plutôt que les détruire. Certes, et tout le monde le sait, l'A N R U impose la destruction pour accorder ses subventions.

° Inadmissible comme orientations, quand l'on sait qu'elles coûtent prés de 190 000 euros pour détruire un logement alors que 70 000 euros suffiraient pour agrandir un logement, le doter de commodités et d'un confort remarquable

° Mais ce qui n'est pas dit, sur le fond du problème est que beaucoup de maires de droite en particulier s'acharnent à détruire en espérant changer ainsi la sociologie d'un quartier à leur profit.

° Il en est ainsi de l'ultra libéralisme si cher à Nicolas SARKOZY, à ces députés de droite et maires UMP.

° Pour l'observatoire des inégalités, plus de trois millions de personnes souffrent du mal logement et les mal logés ne sont plus uniquement des ménages en grande précarité. Les plus jeunes sont en première ligne, 500 000 enfants sont contraints de vivre dans un Habitat malsain et instable.

° Une politique nationale et locale du logement si régressive continue de susciter dans notre ville les inquiétudes face à de telles situations.

° Les communistes continuent de revendiquer un plan d'urgence afin d'éradiquer la pauvreté en même temps qu'un plan d'urgence pour le logement social. Enfin il faut rétablir la justice sociale et l'égalité des citoyens face à ces problèmes de logements et de mal vie, de pauvreté et de manque de pouvoir d'achat !

° Le droit à la ville pour un toit est un droit qui nous reste à conquérir !

° Autant de questions qui se font jour dans cette campagne des élections législatives et dont la réponse politique passe obligatoirement par le vote communiste aux législatives du 10 et 18 juin 2007...

« Le pire dans le pire, c'est l'attente du pire. »

Copyright © Le Vénissian

Daniel PENNAC

Louis BLANC, Christian BARLO, Joseph PENTAGROSSA, militants communistes

Copyright © Le Vénissian